

Crise sanitaire
**Pour des
mesures
d'urgence en faveur
de la population**

Grande manifestation
Samedi 19 décembre à 14h

Pour une sortie de crise
solidaire
Personne ne doit être laissée-
au bord du chemin!

14h Rassemblement
sur la Plaine de
Plainpalais
15h30 Hommage aux
disparu-es du covid
Musique

ENEZ
MASQUÉ-ES!



Nous vivons une crise grave et multiforme : sanitaire, sociale, économique, climatique, financière, démocratique. Il n'y aura pas de retour à la « normale ». Soit la crise du Covid-19 accélérera la transition écologique et sociale, soit la réanimation de l'économie se fera aux dépens de la population et du climat.

Affirmons nos solidarités en prenant la rue ensemble, et exigeons des mesures d'urgence pour protéger toutes les personnes dont les moyens d'existence ont été frappés par la crise.

Manifestation soutenue par:

Action Antifasciste Genève, ADC, ALCIP, Alternative refugee center et Badil resource center, APC, Asema, ASLOCA, Association des Chiliens résidents de Genève, Brigade de Solidarité Populaire Genève, Cartel intersyndical, Centrale Sanitaire Suisse Romande, Collectif 15 mai pour la justice sociale et climatique, Collectif de soutien aux sans-papiers, Collectif des Assises enfants et jeunes majeur·e·s non accompagné·e·s, Collectif genevois pour la grève féministe, CUAÉ, Ensemble à Gauche, l'étincelle, Fairllstages, Grève climat Genève, Jeunes engagé·e·x·s, Jeunes POP, Jeunes vert·e·s, Jeunesse socialiste, Jeunesse solidaire, Libradio, Organisation socialiste des travailleurs, Parti du Travail, Parti Socialiste, Quartiers collaboratifs, Le Silure, SEV, SIT, SolidaritéS, SSM, SSP, SSPM, Syna, Syndicom, UNIA, Urgence Convergence, USDAM, les Vert·e·s

Organisé par:

cgas
Les syndicats
de Genève



Ce n'est pas les fêtes pour tout le monde

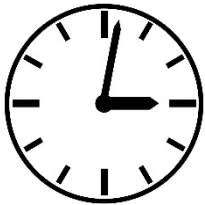
Genève a été la région d'Europe la plus contaminée et la plus meurtrie par le Covid début novembre. Bien que la crise sanitaire amorce une descente, la région reste sévèrement touchée avec un nombre important de malades hospitalisés et des services de soins qui redoutent qu'une troisième vague ne les emporte une fois les fêtes passées. Genève est aussi le canton le plus frappé par le chômage et l'appauvrissement de larges couches de la population.

Se préserver d'une troisième vague



Les réouvertures des commerces, des restaurants et de lieux d'agrégation alors que la situation sanitaire demeure grave et au risque d'une troisième vague, interrogent. Si l'enjeu est de se préserver d'une troisième vague, alors il est nécessaire que l'Etat accorde un soutien plus important aux secteurs économiques mis en danger par les fermetures, de manière à éviter les

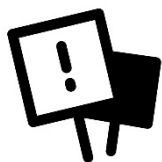
faillites, les licenciements et la dénaturation des quartiers par des rachats à bas prix de commerces, restaurants et entreprises en faillite.



Conditions de travail dégradées

La souffrance est grande parmi le personnel qui est en «première ligne» face à l'épidémie. Applaudies en mars, puis menacées de réduction de salaire en automne, les soignant·es sont tenu·es de travailler même lorsque malades. Le personnel des commerces se voit imposer, sur l'autel de la consommation, des conditions de travail dégradées depuis l'élargissement des horaires jusqu'à 20h le samedi. Sans oublier celles et ceux qui travaillent sans mesures de protection suffisantes sur les chantiers, dans l'industrie ou le nettoyage, et celles et ceux qui circulent dans des transports publics bondés.

Toutes ces personnes en souffrance se comptent par dizaines de milliers. La pauvreté en guette bon nombre. Nous le disons haut et fort : cette spirale est inacceptable !



La paupérisation guette la majorité de la population

Ce n'est pas seulement « l'économie » qui est frappée, mais la majorité de la population.

- ➔ Ce sont d'abord celles et ceux qui ont **perdu leur emploi**. Celles et ceux qui sont en **RHT depuis des mois**: avec un revenu réduit à 80%, il est devenu difficile de joindre les deux bouts.
- ➔ Ce sont les **femmes**: aux bas salaires qui sont les leurs, vient s'ajouter le report sur leurs épaules d'une bonne partie de la charge du Covid, d'abord avec le télétravail doublé de l'école à distance, plus la prise en charge des malades et d'une organisation familiale chamboulée.
- ➔ Ce sont toutes les personnes qui exercent un travail dit **atypique** : les faux indépendant·es, celles et ceux qui travaillent par mandat ou mission, les étudiant·es pratiquant de petits jobs ponctuels, les stagiaires, celles et ceux qui vivent de missions temporaires successives et/ou qui sont au bénéfice d'un CDD ou qui pratiquent les extra et le travail sur appel dans des domaines aussi divers que la restauration, la culture, les loisirs, le sport, la coiffure, le bâtiment.
- ➔ Ce sont des travailleuses et des travailleurs **migrant·es**, y compris sans statut légal, pour lesquel·les l'accès aux aides est difficile ou exclu.
- ➔ Ce sont les **artistes**, les **intermittent·es** du spectacle et les autres personnels employés dans le domaine de la culture et de l'événementiel.
- ➔ Ce sont les travailleuses et travailleurs du **sexe**.
- ➔ Ce sont celles et ceux qui n'ont **pas droit au chômage** - dont de très nombreux jeunes - faute d'avoir pu cotiser suffisamment longtemps pour ouvrir un droit aux indemnités.
- ➔ Ce sont encore celles et ceux qui arrivent en **fin de droit** au chômage - dont bon nombre de seniors - et qui ont pour horizon soit de finir à l'aide sociale, soit de ne pas y avoir droit et de devoir épuiser leurs économies ou de vivre au crochet de leur conjoint·e.
- ➔ Ce sont les **locataires** qui n'arrivent plus à payer le loyer et qui risquent l'expulsion. Ce sont les familles qui **n'arrivent plus à payer** l'assurance maladie; celles et ceux qui vivent de petits salaires et qui, une fois les factures payées, ne disposent plus de revenus suffisants pour s'alimenter correctement. Et ce sont aussi celles et ceux qui ont renoncé, pour se nourrir et régler le loyer, à payer les factures, et qui croulent sous les avis de poursuite.

Sans contrepartie et mesures sociales, les politiques actuelles aggravent la crise

Pour venir en aide aux entreprises, la Confédération et le Canton versent des milliards en RHT, crédits à fond perdu, paiement de loyers commerciaux, compléments pour les fonctions dirigeantes, renoncement à des taxes, prise en charge de la part patronale à certaines assurances.

Mais aucune contrepartie sociale n'a été fixée en échange de ces aides publiques. Pire, les organisations patronales ont eu l'indécence de faire recours contre l'entrée en vigueur du salaire minimum légal, pourtant accepté par le peuple.

Ce n'est pas à celles et ceux qui n'ont que leur travail pour vivre - et bien

souvent qui n'ont même plus celui-là - de rester sur le bord de la route. C'est une question de cohésion sociale: sans mesures directes en faveur de la population et des salarié·es, la crise s'aggrave. Des contreparties aux aides aux entreprises sont indispensables : versement à 100% du salaire lorsque l'entreprise est au bénéfice de RHT, interdiction de licencier, respect des conditions de travail, pas de réduction de salaire ni élargissement des horaires, respect de plans de réduction du CO2 et de l'égalité salariale entre les femmes et les hommes, et pas de distribution de dividendes aux actionnaires.



Solidaires pour des mesures d'urgence en faveur des exclu-es des filets sociaux

Alors que les files d'attentes pour l'aide alimentaire se rallongent, le Grand Conseil a débloqué une aide d'urgence que verseront les organisations caritatives. Cette aide est indispensable, mais bien éloignée de ce dont les travailleurs/euses précarisé·es ont besoin : des nouveaux droits dans le respect et la dignité des travailleurs/euses, plutôt que la charité. Or, ces nouveaux droits, sous forme d'indemnité pour perte de revenu pour les travailleurs/euses exclu·es ou insuffisamment protégé·es par les filets sociaux, sont systématiquement refusés par la majorité de droite patronale. Exigeons des autorités qu'elles apportent des aides directes à la population et garantissent pendant toute la durée de la crise sanitaire un revenu décent aux salarié·es, aux travailleurs et travailleuses licencié·es, aux précaires et exclu·es des filets sociaux.

Prenons la rue pour exiger des mesures urgentes pour la population et une sortie de crise solidaire

Exigeons une aide pour payer le loyer et les assurances maladies, ainsi que l'arrêt de toutes les poursuites et des mesures d'expulsion des locataires.